

# Le courage d'Achille, la ruse d'Ulysse

Jacques SAPIR

26 juin  
2015



Les dernières péripéties dans la négociation entre le gouvernement grec et ses créanciers mettent en lumière les contre-sens de beaucoup des commentateurs. Ils partent du principe que le gouvernement grec « ne peut que céder » ou « va inmanquablement céder » et considèrent chaque des concessions tactiques faites par le gouvernement grec comme une « preuve » de sa future capitulation, qu'ils la regrettent ou qu'ils l'appellent de leurs vœux. De ce point de vue, il y a une étrange et malsaine synergie entre les plus réactionnaires des commentateurs et d'autres qui veulent se faire passer pour des « radicaux » et qui oublient sciemment de prendre en compte la complexité de la lutte conduite par le gouvernement grec. Ce dernier se bat avec le courage d'Achille et la ruse d'Ulysse. Disons déjà qu'aujourd'hui tous ceux qui avaient annoncé la « capitulation » du gouvernement grec ont eu tort. Il faut comprendre pourquoi.

## Le point de vue du gouvernement grec

En fait, le gouvernement grec bien fait des concessions importantes depuis le mois de février dernier, mais ces concessions sont toutes conditionnelles à un accord général sur la question de la dette. Il faut savoir que c'est le poids des remboursements qui contraint le gouvernement grec à être dans la dépendance de ses créanciers. Le drame de la Grèce est qu'elle a réalisé un effort budgétaire considérable mais uniquement au profit des créanciers. L'investissement, tant matériel qu'immatériel (éducation, santé), a donc été sacrifié sur l'autel des créanciers. Dans ces conditions, on ne peut s'étonner que l'appareil productif de la Grèce se dégrade et qu'elle perde régulièrement de la compétitivité. C'est cette situation que le gouvernement actuel de la Grèce, issu de l'alliance entre SYRIZA et l'ANEL, cherche à inverser. Le gouvernement grec ne demande pas des sommes supplémentaires à ses créanciers. Il demande que l'argent que la Grèce dégage puisse être utilisé pour investir, tant dans le secteur privé que public, tant dans des investissements matériels qu'immatériels. Et sur ce point, il n'est pas prêt à transiger, du moins jusqu'à maintenant.

## Les mauvaises raisons des créanciers

Les créanciers de la Grèce, quant à eux, continuent d'exiger un remboursement intégral – dont ils savent parfaitement qu'il est impossible – uniquement pour maintenir le droit de prélever de l'argent sur la Grèce via les intérêts de la dette. Tout le monde sait qu'aucun Etat n'a remboursé la totalité de sa dette. De ce point de vue les discours qui se parent d'arguments moraux sont parfaitement ridicules. Mais, il convient de maintenir la fiction de l'intangibilité des dettes si l'on veut maintenir la réalité des flux d'argent de la Grèce vers les pays créanciers. Quand, ce 24 juin, Alexis TSIPRAS a constaté l'impossibilité d'arriver à un accord, ce qu'il a résumé dans un tweet en deux parties, il a pointé ce problème.

Il insiste sur le fait que le comportement des dirigeants européens montre soit qu'ils n'ont aucun intérêt dans un accord, et la négociation est vaine, ou qu'ils poursuivent des intérêts « spéciaux » qu'ils ne peuvent avouer. L'accusation est grave, même si elle est très réaliste. Et c'est peut-être l'annonce d'une rupture à venir.

En fait, on peut penser que les « créanciers » de la Grèce, et en particulier les pays de l'Eurogroupe, poursuivent

deux objectifs dans les négociations actuelles. Ils veulent, tout d'abord, provoquer la capitulation politique de SYRIZA et ainsi, du moins l'espèrent-ils, sauver la politique d'austérité qui est désormais contestée dans de nombreux pays, et en particulier en Espagne comme on l'a vu avec la victoire électorale de PODEMOS. Mais, ces pays veulent aussi maintenir le flux d'argent engendré par les remboursements de la Grèce, car ce flux profite largement aux institutions financières de leurs pays. Tsipras a donc parfaitement raison d'indiquer un « intérêt spécial », qui relève, appelons un chat un chat, de la collusion et de la corruption.

Il est, à l'heure actuelle, impossible de dire si le gouvernement grec, désormais menacé par l'équivalent d'une « révolution de couleur » arrivera à maintenir sa position jusqu'au bout. Mais, jusqu'à présent, il a défendu les intérêts du peuple grec, et au-delà, les intérêts des européens, avec la force d'un lion. Nous n'avons pas le droit d'oublier cela et nous nous en souviendrons quel que soit le résultat final de cette négociation.

Source <http://russeurope.hypotheses.org/3990>

26 juin 2015

»» <http://syryza-fr.org/2015/06/26/le-courage-dachille-la-ruse-dulyse-pa...>